



RESPONSE TO PETITION

Prepare in English and French marking 'Original Text' or 'Translation'

PETITION NO.: **421-01720**

BY: **MS. MAY (SAANICH-GULF ISLANDS)**

DATE: **OCTOBER 18, 2017**

PRINT NAME OF SIGNATORY: **MR. JOËL LIGHTBOUND**

Response by the Minister of Finance


SIGNATURE
Minister or Parliamentary Secretary

SUBJECT

Tax system

ORIGINAL TEXT

REPLY

The Government of Canada is committed to a tax system that is fair to all taxpayers and to an economy that works for the middle class.

Budget 2017 announced an investment of \$524 million over five years for continued efforts by the Canada Revenue Agency (CRA) to crack down on tax evasion and combat aggressive tax avoidance by:

- Increasing verification activities;
- Hiring additional auditors and specialists with a focus on the underground economy;
- Developing robust business intelligence infrastructure and risk assessment systems to target high-risk international tax and abusive tax avoidance cases; and
- Improving the quality of investigative work that targets criminal tax evaders.

The new funding for the CRA announced in Budget 2017 is in addition to the \$444 million provided in Budget 2016 to support the CRA's efforts in this area. Taken together, these investments will enable the CRA to recover more than \$5 billion in additional federal revenues over six years.

Budget 2017 also announced measures to close tax loopholes that result in unfair tax advantages for some at the expense of others, and reaffirmed the Government's commitment to continue working with other members of the G-20 and the Organisation for Economic Co-operation and Development to address international tax planning arrangements used by multinational enterprises to unfairly minimize their taxes.

The Government of Canada also continues to work with its international partners to increase transparency through the automatic exchange of financial account information between tax authorities. In addition, the Government is working with the provinces and territories on ways to strengthen the transparency of legal persons and arrangements and to improve the availability of beneficial ownership information.

The Government of Canada has also followed through on its commitment to invest in growth while fixing a tax system where high-income individuals are able to use their private corporations to obtain unfair tax advantages. As the Government of Canada lowers the federal small business tax rate to 9 per cent by 2019, it will ensure that Canada's competitive corporate income tax rates are not being used by high-income individuals to gain a personal tax advantage. The Government's proposed approach, which takes into account feedback it received through consultations with Canadians, will ensure the measures are focused on a small number of high-income individuals who get the biggest advantage from existing rules.

While these actions represent real progress, tax fairness is a complex goal requiring ongoing engagement on many fronts. The Government will continue to review the tax system to ensure that it operates as fairly and effectively as possible.



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N° DE LA PÉTITION : **421-01720**

DE : **MME MAY (SAANICH-GULF ISLANDS)**

DATE : **LE 18 OCTOBRE 2017**

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : **M. JOËL LIGHTBOUND**

Réponse du ministre des Finances

SIGNATURE

Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

Systeme fiscal

TRADUCTION

RÉPONSE

Le gouvernement du Canada est déterminé à établir un régime fiscal qui est juste pour tous les contribuables et une économie qui fonctionne pour la classe moyenne.

Le budget de 2017 annonçait un investissement de 524 millions de dollars sur cinq ans pour appuyer les efforts continus de l'Agence du revenu du Canada (ARC) afin de sévir contre l'évasion fiscale et de lutter contre l'évitement fiscal agressif de la façon suivante :

- intensifier les activités de vérification;
- embaucher d'autres vérificateurs et spécialistes dont le travail sera axé sur l'économie clandestine;
- développer une infrastructure robuste de renseignements d'affaires et des systèmes solides d'évaluation du risque en vue de cibler les cas d'impôt international à risque élevé et d'évitement fiscal abusif;
- améliorer la qualité des travaux d'enquête qui ciblent les cas d'évasion fiscale criminelle.

Le nouveau financement pour l'ARC, annoncé dans le budget de 2017, s'ajoute au montant de 444 millions de dollars fournis dans le budget de 2016 afin d'appuyer les efforts de l'ARC dans ce secteur. Mis ensemble, ces investissements permettront à l'ARC de recouvrer plus de 5 milliards de dollars au titre de recettes fédérales supplémentaires sur six ans.

Le budget de 2017 annonçait également des mesures visant à éliminer les échappatoires fiscales qui engendrent des avantages fiscaux inéquitables pour certains aux dépens des autres et réaffirmait l'engagement pris par le gouvernement de continuer à travailler avec les autres membres du G20 et de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour aborder les mécanismes de planification fiscale internationale utilisés par les entreprises multinationales dans le but de réduire injustement leurs charges fiscales.

Le gouvernement du Canada continue aussi de collaborer avec ses partenaires internationaux afin d'accroître la transparence au moyen de l'échange automatisé de renseignements sur les comptes financiers entre les différentes autorités fiscales. De plus, le gouvernement collabore avec les provinces et les territoires afin de trouver des moyens de renforcer la transparence des personnes morales et des constructions juridiques et d'améliorer la disponibilité des renseignements sur la propriété effective.

Le gouvernement du Canada a également donné suite à son engagement d'investir dans la croissance et de modifier le régime fiscal qui permet aux personnes à revenu élevé d'utiliser leurs sociétés privées pour obtenir des avantages fiscaux injustes. Alors que le gouvernement du Canada abaissera le taux d'imposition fédéral des petites entreprises pour l'établir à 9 % d'ici 2019, il s'assurera également que les taux d'imposition compétitifs du revenu des sociétés au Canada ne permettront pas aux personnes à revenu élevé d'obtenir des avantages fiscaux personnels. L'approche proposée par le gouvernement, qui tient compte des commentaires reçus dans le cadre de consultations menées auprès des Canadiens, permettra de s'assurer que les mesures sont axées sur le petit nombre de particuliers à revenu élevé qui tirent le plus grand avantage des règles fiscales existantes.

Même si les mesures prises jusqu'à maintenant offrent des progrès tangibles, l'équité fiscale représente un but complexe, qui exige une mobilisation continue sur de nombreux fronts. Le gouvernement poursuivra son examen du régime fiscal pour s'assurer qu'il fonctionne de la manière la plus juste et efficace possible.